



# PROGRAMME FEDER-FSE+ GUYANE

Appel à projet n°AAP 2024-04 du 09 décembre 2024

## Mesures d'accompagnement social et budgétaire

**MASP : Mesures d'accompagnement social personnalisé**

**AESF : Accompagnement en économie sociale et familiale**

La Collectivité Territoriale de Guyane, autorité de gestion des fonds européens propose un Appel à projets au titre de l'objectif spécifique 4.12 de son programme FEDER-FSE+ 2021-2027, visant à faire émerger des projets en faveur de l'intégration sociale des personnes les plus démunies.

### Contact :

Pôle Affaires Européennes et Internationales  
Hôtel de la Collectivité Territoriale de Guyane  
4179 Route de Montabo Cayenne  
97300 Guyane  
Tél : 0594 27 59 50  
aap.feder-fse@ctguyane.fr

Le présent appel à projet est ouvert à compter du **09/12/ 2024**.

La date limite de remise des réponses est fixée au : **28/02/2025 à 11h59** (heure de Guyane)

Aucune demande pourra être déposée sur la plateforme après l'heure de clôture.

**⚠ Tout dossier incomplet sera rendu irrecevable d'office. ⚠**

Pour être recevable au titre de l'appel à projets et faire l'objet d'un examen technique par la commission d'experts, le candidat doit déposer OBLIGATOIREMENT sa demande de subvention sur le portail de dépôt en ligne e-Synergie : [https://synergie-europe.fr/e\\_synergie/portail/](https://synergie-europe.fr/e_synergie/portail/) (Heure système du portail e-synergie faisant foi)





## RÉSUMÉ

PRIORITÉS :	<b>PR 06</b> - Renforcer l'accès à la formation et les compétences tout au long de la vie, et <b>créer une société plus inclusive et résiliente</b>
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES (ESO) :	<b>ESO 4.12</b> : promouvoir <b>l'intégration sociale</b> des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, <b>y compris les plus démunis et les enfants</b> (FSE+)
TYPE D' ACTIONS (TA) ÉLIGIBLE :	<b>TA 73</b> - Accompagnement des personnes dépendantes et en situation de précarité sociale
RÉSULTAT ATTENDU :	Les mesures administratives de gestion budgétaire visent, en outre, à <b>éviter la dégradation de la situation</b> , à <b>enrayer un dysfonctionnement dans la gestion des ressources</b> et à <b>favoriser le retour à l'autonomie budgétaire</b> par une action éducative.
THÈMES :	Intégration sociale / Autonomie
CATÉGORIES DES CANDIDATS ÉLIGIBLES (PORTEURS DE PROJETS) :	Les bénéficiaires ciblés par cet appel à projets sont notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes en situation de fragilité sociale</li> <li>• Les collectivités territoriales et leurs établissements</li> <li>• Les acteurs porteurs d'un projet social innovant dont les structures et les réseaux d'utilité sociale</li> </ul>
GROUPES CIBLES / BÉNÉFICIAIRES FINAUX :	Les principaux groupes cibles des opérations à financer au titre de cet appel à projets sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enfants appartenant à des familles en difficultés</li> <li>• Personnes majeures dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle rencontre pour gérer ses ressources et ses prestations sociales</li> </ul>
MONTANT PLANCHE DE FSE + PAR OPÉRATION :	50 000 euros en FSE+, soit 58 800 euros en coût total
DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL A PROJET :	<b>Lundi 09 décembre 2024</b>
DATE DE FIN DE L'APPEL A PROJET :	<b>Vendredi 28 février 2025 11h59</b>



## 1. CONTEXTE

Les lois n°293-2007 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et n°308/2007 du 05 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ont instauré des interventions à domicile en vue d'assurer l'accompagnement budgétaire et éducatif des familles, dans le champ de la protection de l'enfance et des personnes majeures dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elles rencontrent pour gérer leurs ressources et leurs prestations sociales, respectivement.

Les mesures sont de deux types :

- Les mesures administratives mises en œuvre par les départements et collectivités uniques ;
- Les mesures judiciaires mises en œuvre par les services de l'Etat.

Les deux mesures se complètent dans le cadre d'un dispositif d'accompagnement social et budgétaire gradué.

Les familles sont concernées par :

- **L'accompagnement en économie sociale et familiale (AESF)** : c'est une mesure, dans le cadre de la protection administrative, d'aide à domicile proposée aux familles au titre de l'aide sociale à l'enfance.
- La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), au titre de la protection de l'enfance, est une mesure d'assistance éducative. Elle remplace la tutelle aux prestations sociales enfants (TPSE) qui n'existe plus.

Les personnes majeures dont la santé ou la sécurité est menacée, sont concernées par :

- **La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP).**  
Cette mesure administrative est destinée à aider une personne majeure dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle rencontre pour gérer ses ressources et ses prestations sociales. Elle peut également être ouverte à l'issue d'une mesure d'accompagnement judiciaire arrivée à échéance. Elle est mise en place en accord avec la personne en difficulté.
- La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ).  
Une MAJ est prononcée par le juge lorsque les actions prévues par la MASP n'ont pas permis au bénéficiaire d'assurer seul la gestion de ses ressources, menaçant de ce fait sa santé ou sa sécurité.

Comme dans toute mesure de protection, c'est l'intérêt de l'enfant ou de la personne majeure en situation de fragilité sociale qui doit guider toute décision d'intervention budgétaire et éducative.

Ainsi, ces mesures se traduisent concrètement par une aide au quotidien visant l'amélioration des conditions de vie.

Les Départements et les collectivités uniques peuvent déléguer, par convention, la mise en œuvre de la MASP à une autre Collectivité territoriale, à un établissement public de coopération intercommunale ou à un centre communal ou intercommunal d'action sociale, une association ou un organisme à but non lucratif ou un organisme débiteur de prestations sociales.



## 2. OBJECTIFS ET ACTIONS SOUTENUES

### 2.1. OBJECTIFS

Dans le cadre du présent appel à projet, le FSE+ doit, en premier lieu, **contribuer à éliminer les préoccupations d'ordre matériel** en visant le mieux-être de la personne ; par exemple en participant à la résorption de difficultés sociales et/ou non-professionnelles (mobilité, logement, santé, illettrisme et maîtrise des savoirs de base, accès aux droits, etc.).

Les mesures administratives de gestion budgétaire visent, plus spécifiquement, à **éviter la dégradation de la situation, à enrayer un dysfonctionnement dans la gestion des ressources** et à favoriser le **retour à l'autonomie budgétaire** par une action éducative.

En second lieu, l'action entreprise **dépasse le seul aspect budgétaire**, notamment dans le cadre de l'AESF. Elle peut contribuer à **favoriser les liens familiaux** en permettant aux parents de (re)trouver leur rôle pour qu'ils puissent exercer leurs compétences et leurs obligations vis-à-vis de leur enfant.

Ces actions permettront notamment une prévention des mesures d'expulsion locative et de placement des enfants liée aux impacts de la mauvaise gestion budgétaire.

Enfin, Le FSE+ doit permettre des modalités d'action diversifiées et de qualité qui favorisent une dynamique d'insertion sociale pour les enfants évoluant en milieu familial difficile, ainsi que pour les personnes majeures en situation de fragilité sociale.

### 2.2. ACTIONS SOUTENUES

Le présent appel à projets a pour objet de déployer les mesures administratives d'AESF et d'accompagnement social personnalisé (MASP) sur le territoire guyanais, par le soutien des actions **d'accompagnement individualisé et spécialisé des personnes vulnérables** vers une meilleure maîtrise de leur budget, permettant ainsi de soutenir leur insertion sociale, de protéger leurs biens et de répondre à leurs besoins.

Cet accompagnement individuel et spécialisé doit être **adapté aux besoins spécifiques des** bénéficiaires, et doit nécessairement aboutir à **l'amélioration de leur autonomie**, financière notamment.

Les actions soutenues visent à aider les personnes majeures vulnérables et les familles dont les enfants sont en difficultés, par l'accompagnement individuel des parents/responsables de foyer à la gestion de leurs revenus (salaires, aides, allocations, etc.).

Ces actions luttent notamment contre :

- La dégradation du cadre de vie,
- La sous-alimentation,



- La précarité économique et sociale,
- L'endettement,
- Les impacts des addictions sur les ressources disponibles,
- Etc.

Ces actions doivent impérativement être menées par des travailleurs sociaux (Conseillers en économie sociale et familiale, Éducateurs spécialisés ou Assistant.es de service social).

#### L'accent est mis sur les projets qui permettront

- De maintenir le lien entre les membres d'une même famille, et/ou
- À la personne accompagnée de disposer des moyens et capacités pour mettre en œuvre le projet de vie de son choix.

Sur la plateforme e-Synergie, les projets candidats au financement FSE+ devront se positionner sur le type d'actions suivant :

- Type d'actions 73 – Accompagnement des personnes dépendantes et en situation de précarité sociale.

Pour plus d'informations sur

- Les modalités de mise en œuvre du FSE+, en réponse aux enjeux d'intégration sociale des plus démunis, veuillez prendre connaissance du Document de Mise en Œuvre (DOMO) de l'objectif spécifique 4.12.
- L'Accompagnement en Économie Sociale et Familiale :  
<https://www.onpe.gouv.fr/ressources/accompagnement-en-economie-sociale-et-familiale-aesf-et-mesure-judiciaire-daide-gestion>
- Les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé :  
[https://handicap.gouv.fr/IMG/pdf/mesures\\_d\\_accompagnement\\_social\\_et\\_budgetaire.pdf](https://handicap.gouv.fr/IMG/pdf/mesures_d_accompagnement_social_et_budgetaire.pdf)  
<https://www.manche.fr/wp-content/uploads/2024/01/Fiche-16-MASP.pdf>

## 2.3. LE LIEU DE RÉALISATION

Tout le territoire de la Guyane avec une priorisation des projets ayant lieu dans les zones isolées.

## 2.4. PUBLIC CIBLE

Les principaux groupes cibles des opérations à financer au titre de cet objectif spécifique sont les suivants :

- Familles en difficultés, repérées (via les assistant.es sociales) ou approuvées (repérées par les associations sélectionnées dans le cadre de cet AAP et retenues) par la Collectivité Territoriale de Guyane et ses partenaires (Éducation Nationale, France Travail, Caisse d'Allocations Familiales, etc.).  
Pour les familles, l'AESF devra aider les parents/responsables parentaux à mieux gérer les allocations et autres aides financières auxquelles les enfants ouvrent droit.



- Personnes majeures et volontaires, dont la santé ou l'intégrité est menacée par les difficultés qu'elles rencontrent dans la gestion de leurs ressources et prestations sociales.  
De même, ces personnes doivent être repérées ou approuvées par la Collectivité Territoriale de Guyane et ses partenaires (France Travail, Mission Locale, Centre Communaux d'Action Sociale, etc.)

Ne sont pas concernée : les personnes sous tutelle ou ayants des troubles psychiques.

**Tout projet d'accompagnement social/budgétaire individualisé et spécialisé, soutenu dans le cadre de cet AAP devra faire l'objet de contractualisations avec la Collectivité Territoriale de Guyane.**

**Les bénéficiaires** (majeurs en situation de fragilité sociale ou personnes titulaires de l'autorité parentale sur des mineurs en situation de fragilité sociale) **sont nécessairement signataires d'un Contrat d'Accompagnement Social Personnalisé (CASP)** avec la Collectivité Territoriale de Guyane et l'organisme en charge de l'implémentation des MASP et/ou de l'AESF (bénéficiaire direct de la subvention FSE+).

Ces CASP ont une **durée minimum d'un mois**, et une **durée maximum d'un an** (renouvelable), à compter de la date de leur signature. Ils doivent détailler un **plan d'intervention adapté** à chacune des personnes ou familles accompagnées, sur la base d'engagements réciproques.

Conformément aux termes de ces CASP, pour chaque bénéficiaire final (ou indirect) et avec leur collaboration active, des **objectifs de travail seront déterminés**.

Au terme de la période d'exécution des CASP, l'organisme en charge de la mise en œuvre des MASP et/ou de l'AESF (bénéficiaire direct de la subvention FSE+) établit un **rapport individuel de fin de mesure**, comprenant le bilan des actions menées avec chacun des bénéficiaires finaux (ou indirects), dans le cadre du renforcement de leur autonomie.

Ces rapports individuels de fin de mesure seront alimentés par un **suivi ad hoc détaillé et rigoureux** de la mise en œuvre des MASP et/ou de l'AESF, notamment fondé sur des entretiens réguliers avec les bénéficiaires finaux (ou indirects).

Ils devront systématiquement être transmis à la Collectivité Territoriale de Guyane (au Pôle de Prévention Santé Solidarité, PPSS), y compris en cas d'échec. Une fois validés par le PPSS de la CTG, ces rapports seront transmis au Pôle Affaires Européennes et Internationales et serviront de pièces justificatives, dans le cadre de l'instruction des demandes de paiement.

**En l'absence de rapport individuel de fin de mesure validé par le PPSS, le Pôle Affaires Européennes et Internationales ne garantit pas le remboursement des dépenses liées à l'accompagnement des personnes ou familles concernées.**

#### Pour appui :

Fiche n°1 – le suivi des participants



### 3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES OPÉRATIONS

#### 3.1. LE BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION FSE+

Les bénéficiaires ciblés par cet appel à projets sont notamment :

- Les collectivités territoriales, leurs établissements publics de coopération intercommunale et/ou les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale
- Les associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes en situation de fragilité sociale
- Les acteurs porteurs d'un projet social innovant dont les structures et les réseaux d'utilité sociale

#### 3.2. CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES OPÉRATIONS

La durée de l'opération ne peut pas excéder 24 mois ou deux ans.

Elle peut avoir débuté mais elle ne doit pas être matériellement (réalisation de l'action) et financièrement (acquittement des factures) achevée.

Dans le cas où l'opération a débuté avant le dépôt de la demande, l'opération et les dépenses seront éligibles si elles respectent le droit applicable, et notamment les règles nationales d'éligibilité des dépenses et les règles sur la communication des subventions européennes en cours et/ou attribuées.

**Au moment du dépôt, la durée restante de l'opération doit être supérieur à 1 an laissant ainsi le délai nécessaire aux services instructeurs de procéder au contrôle nécessaire lors des remontées de paiements.**

Le porteur doit s'engager à respecter les principes horizontaux, parmi lesquels prévalent le respect des droits fondamentaux, l'égalité des genres, la non-discrimination et le développement durable.

Tout soutien au titre des fonds européens implique une contribution directe ou indirecte à ces principes, qui doit être détaillée dans le projet concerné.

Les projets doivent s'inscrire dans les orientations préconisées dans le schéma territorial de l'autonomie et/ou le schéma territorial de prévention et protection de l'enfance de la Collectivité Territoriale ;

Le cas échéant :

- Pour les associations, le contrat d'engagement républicain doit également être respecté.
- Les organismes de formation doivent avoir la certification Qualiopi.
- Le projet doit respecter les obligations de service public : Egalité d'accès à la formation (accueil de tous publics, gratuité, individualisation des parcours,...) ; Continuité de service (formateur compétent et performant, accompagnement post-formation, amplitude horaire importante pour la réalisation des actions de formation, pas d'absence longue durée de formation dispensée sur le territoire concerné,...) ; Qualité des formations (accompagnement et assistance des usagers, haute compétence des formateurs,...) ; Transparence (vis-à-vis des stagiaires et du commanditaire).

**Pour appui :**

Fiche n°2 : les obligations du bénéficiaire de la subvention FSE+

Kit : questionnaire sur le respect des principes horizontaux et attestation d'engagement, le modèle de contrat d'engagement républicain

## 4. LES MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PLAN DE FINANCEMENT

### 4.1. LES DÉPENSES ÉLIGIBLES

Les dépenses sont éligibles si :

- Elles sont conformes aux règles d'éligibilité fixées par le cadre communautaire,
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par le bénéficiaire,
- Le bénéficiaire n'a pas présenté les mêmes dépenses au titre d'un même fonds, d'un autre programme européen, d'un fonds national, territorial, communautaire et/ou communal,
- Les dépenses éligibles correspondent aux dépenses telles que définies dans le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

Toutefois, dans le cadre de cet appel à projet, les dépenses éligibles sont :

- Les dépenses directes de l'opération :
  - Les dépenses de personnels,
  - Les frais de missions des personnels directement rattachés à l'opération,
  - Les dépenses de prestations externes (fournitures, services et travaux) nécessaires à la mise en œuvre de l'action,
  - L'achat de biens immobiliers dans la limite de 500 euros par unité,
  - Les dépenses d'amortissement,
  - Les dépenses liées aux obligations du porteur dans le cadre du cofinancement de son projet (publicité, etc.),
  - Les dépenses liées aux participants,
- Les dépenses indirectes de l'opérations valorisées par options coût simplifiés (OCS) uniquement (cf. chapitre 4.3) :
  - Frais de structures : téléphone, électricité, eau, petites fournitures, etc.,
  - Frais de gestion du projet : direction, comptabilité, etc.,
  - Etc.

Les dépenses éligibles du projet sont présentées dans un plan de financement prévisionnel équilibré en dépenses et en ressources. Pour plus d'informations, veuillez lire :



**Pour appui :**

Fiche n°3 – les modalités et les pièces justificatives à fournir par type de dépense

Kit : Modèle de lettre de mission

## 4.2. LES DÉPENSES INÉLIGIBLES

Parmi les dépenses inéligibles par nature, les catégories suivantes peuvent être citées :

- Les frais de gestion non courantes (frais de justice et de contentieux, charges exceptionnelles, frais de conseil, frais de notaire et frais d'expertise) ;
- Les frais financiers (pénalités, pertes, provisions, dividendes, frais liés aux accords à l'amiable, intérêts moratoires, frais d'ouverture et de tenue de comptes bancaires, assurances) ;
- L'achat de terrains non bâtis ;
- L'achat de terrains bâtis ;
- Les achats immobiliers ;
- La TVA récupérable.

## 4.3. LES MODALITÉS DE CALCUL DE L'ASSIETTE ÉLIGIBLE

**L'assiette éligible est calculée sur la base des dépenses éligibles présentées au réel par le porteur de projet et prendra obligatoirement la forme d'une dépense socle au réel et les autres dépenses sous la forme d'option coûts simplifiés (OCS).**

Le plan de financement peut être pluriannuel et se décliner sur plusieurs années : il est alors nécessaire de détailler l'ensemble des dépenses par tranche annuelle.

### Les options coûts simplifiés :

Afin de réduire la charge administrative, le taux d'erreur et de faciliter l'atteinte des résultats, les règlements prévoient l'utilisation d'option de coûts simplifiés (OCS).

Il s'agit de dépenses qui sont couvertes par une modalité de financement prédéterminée et pour lesquelles aucun justificatif comptable liés aux dépenses ne sera nécessaire lors de la demande de paiement.

**Néanmoins des justificatifs non comptables, dits qualitatifs seront attendus, permettant de démontrer la réalisation effective du projet** (ex : feuilles d'émargement, pièces de marché).

**Seul les « OCS clés en mains » suivants sont éligibles :**

- Les coûts indirects sont calculés au moyen d'un taux forfaitaire dans la limite de :
  - 7% du montant total des coûts directs éligibles ou,
  - 15% du montant total des frais de personnel directs éligibles.
- Les coûts directs sont calculés au moyen d'un taux forfaitaire dans la limite de :
  - 40 % du montant total des frais de personnel directs.
- Les dépenses de personnels sont calculées au moyen d'un taux forfaitaire dans la limite de :
  - 20 % du montant total des dépenses directes.

Les OCS sont cumulables entre eux.

**Les ressources :**

Le tableau des ressources doit renseigner l'ensemble des financements publics ou privés intégrés au projet, qui couvrent la même période et la même assiette éligible que les dépenses présentées par le porteur.

On distingue plusieurs types de ressources :

- Les aides publiques :
  - Les fonds européens apportés par le FSE + ;
  - Les cofinancements publics ;
- Les aides privées :
  - Les cofinancements privés ;
  - Les recettes générées par le projet ;
  - L'autofinancement.

**Les modalités de financement FSE+**

Taux d'aide publique *maximum* : 100 %

Plancher d'accès à l'aide : Le montant de la subvention FSE+ demandée ne pourra pas être inférieur à **50 000 €**.

Taux d'intervention *maximal* du FSE+ : 85 %

**Modalité des autres ressources :**

Les autres ressources valorisées doivent être accompagnées des **pièces justifiant de l'engagement de chaque cofinancier**, privé ou public (notification, convention, attestations, etc.).

En l'absence de précisions de la part du cofinancier, la ressource sera affectée intégralement au projet.



**Pour appui :**

Fiche n°4 : Calcul du plan de financement avec l'utilisation des OCS clés en mains.

Kit plan de financement : calcul du plan de financement selon les OCS

## 5. LE RENSEIGNEMENT DES INDICATEURS NÉCESSAIRES AU SUIVI DE L'OPÉRATION

Les indicateurs permettent de mesurer le changement attendu au niveau régional, en fonction de la logique d'intervention du Programme. Autrement dit, ils reflètent le résultat que l'OS cherche à atteindre, à travers le subventionnement des projets.

**Leur renseignement et leur justification sont obligatoires au moment du dépôt de la demande de subvention, et de chaque demande de paiement (y compris du solde).**

En effet, l'autorité de gestion :

- S'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et tout projet subventionné doit participer à l'atteinte de ces cibles ;
- Doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission Européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- Les instructeurs vérifieront la bonne adéquation des cibles retenues pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir, notamment concernant les participants (ou bénéficiaires finaux/indirects) pressentis dans la demande ;
- Lors de la demande de paiement les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les indicateurs à renseigner, en cohérence des participants (ou bénéficiaires finaux/indirects) indiqués, pour cet appel à projets :

### 5.1. Indicateurs de réalisations

Les indicateurs de réalisation à renseigner pour le suivi de la mise en œuvre des projets sous cet objectif spécifique sont les suivants :

ID	Indicateur	Unité de mesure
EECO06	Enfants âgés de moins de 18 ans	Personnes
EECO12	Participants handicapés	Personnes

ESCO01

Nombre total de participants aux actions du FSE+

Personnes

## 5.2. Indicateurs de résultats

Les indicateurs de résultat à renseigner pour le suivi de la mise en œuvre des projets sous cet objectif spécifique sont les suivants :

ID	Indicateur	Unité de mesure
SRI11	Personnes accompagnées vers un meilleur accès à leurs droits	Personnes

## 6. CRITÈRES DE SÉLECTION DES OPÉRATIONS

Les dossiers font l'objet d'une évaluation, par le groupe technique FSE+, sur la base des critères de sélection pondérés. **Tout dossier incomplet, au regard des pièces justificatives obligatoires au dépôt d'une demande de subvention, ainsi que de la qualité et de l'exhaustivité des informations saisies dans le formulaire, sera déclaré irrecevable. Il ne sera pas analysé dans le cadre de la procédure de présélection.**

Les critères de sélection, et à titre indicatif la méthode d'évaluation, sont ceux détaillés dans la grille ci-après.

A l'issue de ses vérifications, analyses et, le cas échéant, recueil d'avis internes ou externes, le groupe technique attribue :

- Une note pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de qualité et pour chacun des critères de sélection répondant à l'objectif de performance ;
- Une note globale correspondant à la somme des notes obtenues pour chaque objectif, c'est-à-dire qualité et performance.

**Les dossiers seront sélectionnés par ordre décroissant dans la limite de l'enveloppe disponible.**

**Les dossiers ayant une note inférieure à 10/20 ne pourront pas être sélectionnés.**

Le formulaire de demande de subvention est l'unique document sur lequel les membres du Groupe Technique se baseront pour présélectionner les projets.

**L'Autorité de Gestion recommande donc aux porteurs de projets de s'assurer de l'exhaustivité et de la qualité des informations saisies.**



**GRILLES DE SELECTION DE L'OS 4.12 : inclusion sociale**

Critère	note maximal du critère	Sous-critère	note du sous- critère		note obtenue	justification
1. contribution efficace à l'OS	8	1.a La contribution aux objectifs chiffrés de l'AAP en termes d'effectifs de personnes	>50%	2	2	démonstration du porteur l'AAP cible entre 30 et 50 personnes par opération
			<50%	1		
			0%	0		
		1.b La capacité à accompagner les participants dans l'obtention de leur droit	oui	2	2	
			non	0		
		1.c qui touche notamment les enfants	oui	2	2	
			non	0		
		1.d Action de formation située dans les communes isolées	oui	2	2	
			non	0		
		2. Cohérence avec les stratégies européennes, nationales ou locales et/ou correspondantes à la conditions favorisante applicable	3	La cohérence avec : . Le schéma territorial de l'autonomie et/ou . Le schéma territorial des services familles et/ou . Le schéma territorial de la protection de l'enfance	oui	
non	0					
3. démonstration du respect des principes horizontaux et de l'impact environnemental	3	Action intégrant la promotion de l'insertion des personnes en situation de handicap, et plus globalement l'accessibilité pour tous les publics visés, intégrant par exemple les enjeux de localisation/d'accessibilité	oui	2	2	démonstration du porteur
			non	0		
		Action démontrant les dispositions envisagées visant à limiter les impacts des actions sur la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre	oui	1	1	
			non	0		
4.rapport entre montant de l'aide, les activités entreprises et la réalisation des objectifs	6	Capacités financières (robustesse économique, expérience antérieure réussie sur le FSE ...) et de gestion	oui	2	2	démonstration du porteur
			non	0		
		Capacité administratives : le pilotage du projet et de l'organisation du projet (respect du calendrier et atteinte des résultats fixés)	oui	2	2	
			non	0		
		Les compétences mises à disposition	oui	2	2	
			non	0		
	20				20	

**Si la note est inférieure à 10/20, le dossier n'est pas sélectionnable**



## 7. MODALITÉ DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE SUBVENTION

### 7.1. LE CALENDRIER DE DÉPÔT DES DOSSIERS

La période de consultation de l'appel à projet est dans la période suivante :

- Date de lancement de l'appel à projets : **lundi 09 décembre 2024**
- Date et heure de clôture : **vendredi 28 février 2025 – 11h59** (heure de Guyane)

**Aucune demande ne pourra être déposée sur la plateforme après l'heure de clôture.**

Le service instructeur se réserve le droit de prolonger l'appel à projet. Le cas échéant, une information sera publiée sur le site Europe en Guyane et ses réseaux sociaux.

**Toute demande dans le cadre de cet appel n'ayant pas fait l'objet d'une programmation d'ici la prochaine parution d'un appel à projet sur le même objectif spécifique sera rejetée et devra faire l'objet d'un nouveau dépôt.**

### 7.2. MODE DE DÉPÔT

Les dépôts seront faits au format dématérialisé sur [le portail SYNERGIE](#) uniquement.

Merci de [consulter le guide de création de compte SYNERGIE ainsi que le guide de dépôt des demandes de subvention.](#)

Pour toutes questions relatives à E-synergie vous pouvez nous solliciter par courriel à l'adresse suivante : [support.fonds-europeens@ctguyane.fr](mailto:support.fonds-europeens@ctguyane.fr).

### 7.3. INDICATION SUR LE RENSEIGNEMENT DU FORMULAIRE EN LIGNE

Chaque point des chapitres 1 à 3 de cet appel à projet doit faire l'objet d'une description succincte dans le formulaire en ligne et une description détaillée dans un support annexe ; et permettre de justifier les besoins financiers (chapitre 4), les indicateurs (chapitre 5) et les critères de sélection (chapitre 6).

L'opération pouvant être annuelle ou pluriannuelle, l'opération peut être phasée comme suit :

- Pour une opération inférieure à 1 an : un bilan intermédiaire à 6 mois et un bilan final qui fera l'objet d'un acompte puis d'un solde
- Pour une opération supérieure à 1 an : un à deux bilan(s) intermédiaire(s) annuel(s) minimum et un bilan final

Le porteur doit donc pour chaque phase déterminer le nombre d'action à mettre en œuvre, le nombre de participant à accompagner et le coût nécessaire à les mettre en œuvres.

Cela donnera la décomposition prévisionnelle du plan de financement en tranche annuelle qui devra être saisie dans le formulaire en ligne.



**Pour appui :**

Kit : Description détaillée du projet

## 7.4. LES PIÈCES JUSTIFICATIVES ACCOMPAGNANT LA DEMANDE DE SUBVENTION

Il est nécessaire de joindre des pièces annexes à toute demande.

Pour tous les porteurs de projet, il convient de justifier de la capacité administrative, juridique et financière à déposer une demande de subvention.

Les pièces justificatives à joindre sont (liste non exhaustive) :

**Pièces communes à tous les porteurs :**

- Lettre d'engagement signée ;
- Pièces justifiant les dépenses et les modalités de mise en concurrence (cf. fiche les modalités et les pièces justificatives à fournir par type de dépense) ;
- Attestation ou lettre d'intention des cofinanceurs ou toutes pièces justifiant des subventions demandées ;
- Attestation de non récupération de la TVA, le cas échéant ;
- Document attestant la capacité du représentant légal ;
- Délégation éventuelle de signature ;
- RIB/IBAN/Code BIC ;
- Statut ou convention constitutive de l'association, le cas échéant ;
- Rapport d'activité de la structure le plus récent ;
- Budget prévisionnel de l'organisme ;
- Bilan et compte de résultat des trois derniers exercices ;
- Attestation de la régularité en termes de fiscalité ;
- Délibération approuvant le projet et son plan de financement prévisionnel, le cas échéant.
- Annexe 1 « Plan de financement » (Excel et PDF), présenter un plan de financement au réel et le cas échéant celui utilisant les règles des OCS.
- Annexe 2 « Description détaillée du projet » (Word et PDF)
- Annexe 3 « Attestation d'engagement sur les principes horizontaux » (Word et PDF)
- Annexe 4 « Le contrat d'engagement républicain » pour les associations.

**Dans le cadre de l'instruction, le service idoine se réserve le droit de solliciter des pièces complémentaires.**



## 8. LES CONTACTS ET RENSEIGNEMENTS

Pour toute information, veuillez-vous adresser à :

**PAE (Pôle des Affaires Européennes)**

**Collectivité Territoriale de Guyane**

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Guyane

Carrefour de Suzini - 4179, Route de Montabo

97307 CAYENNE

Tél : 0594 27 59 50

Courriel : [aap.feder-fse@ctguyane.fr](mailto:aap.feder-fse@ctguyane.fr)

Site : [www.europe-guyane.fr](http://www.europe-guyane.fr)

